



MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

APPEL A PROJET « JEUNESSE » EN SOUTIEN A LA COOPERATION DECENTRALISEE

DGM/Délégation pour l'action
extérieure des collectivités territoriales



commission
nationale de la
coopération
décentralisée

JEUNESSE ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Les jeunes partant en mobilité internationale **dynamisent les projets** de coopération décentralisée.

Ils **acquièrent des compétences** qui augmentent leur **employabilité**.

Des **jumelages d'établissements** de formation professionnelle

Des **projets pluri-acteurs** (associations, établissements scolaires et de formation, entreprises, etc.).

96 projets lauréats des six appels à projets « Jeunesse » ont déjà permis à **plus de 1800 jeunes et professionnels de l'éducation** de partir en mobilité européenne et internationale.

Un **septième appel à projets** pour poursuivre la dynamique a été ouvert le 10 décembre 2020.



➤ En 2020, augmentation de l'offre de service civique : + 100 000.

PRINCIPES DU DISPOSITIF

- Les collectivités territoriales françaises, en partenariat avec des collectivités territoriales étrangères, doivent être **maîtres d'ouvrage** du projet. Les élus doivent en assurer le pilotage. Les associations, les établissements de formation, etc. peuvent être maîtres d'œuvre.
- **Le cofinancement du MEAE** peut s'élever jusqu'à :
 - 50% du coût total, pour les projets avec des pays de l'aide publique au développement (APD) ;
 - 70% pour ceux avec un pays prioritaire de la France ;
 - 30% pour ceux avec un pays non éligible à l'APD.Dans le cas des projets multi-pays, ces différents maxima de taux de cofinancements seront appliqués à chacune des parties du projets en fonction du pays concerné.
- Une contribution minimale à hauteur de **10% du budget du projet de la (ou des) collectivité(s) française(s)** est obligatoirement attendue.
- Tous les pays sont éligibles.
- Les collectivités territoriales doivent avoir au préalable déclaré leur APD et avoir mis à jour l'Atlas de la coopération décentralisée sur le site www.cncd.fr.

DES PARTENAIRES

- Trois ministères : les Affaires étrangères, la Jeunesse, l'Agriculture,
- Trois organismes de mobilité : l'Agence du service civique, l'agence Erasmus+ Jeunesse et Sport et France volontaires,
- Une fondation pour les projets de formation aux énergies renouvelables.



- Réunis au sein d'un même dispositif pour vous permettre de bénéficier de toutes les expertises et sources de financements pertinentes pour votre projet jeunesse.

TROIS VOLETS COMPLÉMENTAIRES

1. JEUNESSE ET VOLONTARIAT :

➤ Échange de jeunes en volontariat

- Des missions s'appuyant sur des **dispositifs institutionnels** : service civique, corps européen de solidarité, volontariat de solidarité internationale, échanges Erasmus + ...
- Des missions d'au moins **3 mois à l'étranger**, garantissant l'acquisition pour le jeune en mobilité de nouvelles compétences professionnelles.
- Des missions avec une **visée éducative**, pour le jeune et pour les publics qu'il rencontre : éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale.

TROIS VOLETS COMPLÉMENTAIRES

1. JEUNESSE ET VOLONTARIAT :

➤ Projet de renforcement des capacités en matière de politiques publiques de jeunesse

- Appui à l'élaboration d'une stratégie et des politiques publiques jeunesse locales ;
- Appui aux dialogues pluri-acteurs en faveur d'une démocratie locale active et transparente (conseils des jeunes, etc.) ;
- Promotion de l'engagement citoyen à l'international des jeunes ;
- Formation des professionnels de la jeunesse (éducateurs, animateurs, etc.), notamment en faveur de la promotion de l'engagement citoyen à l'international des jeunes.

TROIS VOILETS COMPLÉMENTAIRES

2. EDUCATION DE BASE :

- Appui à l'élaboration des **politiques publiques éducatives** (ramassage scolaire, restauration scolaire, organisation des temps périscolaires et extrascolaires, formations hygiène, santé et sécurité à l'école, etc.) ;
- Dans l'optique de projets d'infrastructures ultérieurs (appui à la réalisation d'études de faisabilité) ;
- Développement des **échanges inter-établissements** visant à développer ou renforcer les pratiques éducatives et diversifier l'offre d'enseignements ;
- La **mobilité des jeunes du secondaire** s'inscrivant dans le cadre d'un projet pédagogique porté par un établissement scolaire ;
- La mobilité **des professionnels de l'éducation**.

TROIS VOILETS COMPLÉMENTAIRES

3. FORMATION PROFESSIONNELLE :

- L'appui à **l'élaboration des politiques publiques** de la formation professionnelle (gouvernance de la formation professionnelle, gestion des établissements, etc.),
- La **structuration des offres de formations** et leurs nouvelles modalités de mise en œuvre dans/entre les établissements (curricula, matériels pédagogiques, etc.) ;
- L'articulation des offres de formation avec les **atouts et besoins des territoires**, afin d'améliorer l'insertion professionnelle des jeunes ;
- La **mobilité des apprentis et jeunes en formation professionnelle** pour une durée d'au minimum 15 jours ; La mobilité et la formation des professionnels de la formation professionnelle ;
- Le développement des **échanges inter-établissements** de formation.

LES DEPENSES ELIGIBLES

- Coûts de transport,
- Dépenses de logement et de restauration,
- Frais de visa et diverses formalités administratives,
- Assurance et mutuelle,
- Encadrement, formation et accompagnement,
- Suivi, évaluation et bilan,
- Frais de mission du volontaire en lien avec la mise en œuvre du projet,
- Frais de communication,
- Toute autre dépense ayant un lien direct avec le projet de coopération décentralisée.

Sont cependant exclues :

- Les dépenses **déjà financées** par l'Etat et/ou les organismes institutionnels de la mobilité,
- les dépenses **d'infrastructures** (construction de bâtiments, achat et acheminement de gros équipement par exemple).

LES PRIORITÉS STRUCTURANTES POUR LE SOUTIEN À L'ACTION EXTÉRIEURE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES PAR LA DAECT

Diversité géographique et mise en cohérence

- Soutenir les priorités de la politique de développement solidaire et de lutte contre les inégalités mondiales de la France ;
- Soutenir les projets mutualisés et/ou bien coordonnés entre les CTF intervenant sur un même territoire étranger ;
- Articuler AECT et action de l'État et de ses opérateurs sur le terrain.

Suivi – évaluation

- Intégrer la méthode du suivi – évaluation en amont des projets ;
- Mieux mesurer l'impact social, économique et environnemental des projets de coopération décentralisée, tant à l'étranger qu'en France.

Action économique

- Inciter à la participation des entreprises (cofinancement, mise à disposition d'expertise...) pour soutenir l'export des PME et les investissements étrangers en France ;
- Stimuler l'attractivité touristique, universitaire, de recherche des territoires français.

DES PERSONNES RESSOURCES

- Des conseillers **France Volontaires** sur le sol national et à l'étranger (dans les espaces volontariat),
- Des référents « **Europe et international Jeunesse** » dans les directions départementales,
- Des correspondants de l'Agence **Erasmus+** en région,
- Les réseaux régionaux multi-acteurs,
- Et bien sûr, l'équipe de **la DAECT**.

DES OUTILS POUR VOUS GUIDER

- Une **Foire aux Questions** est disponible sur le site France Diplomatie,
- Un **Guide opérationnel de la coopération décentralisée** y est aussi accessible, avec des conseils par géographie et par thématique,
- Un **Webinaire « Coopérer pour la jeunesse en temps de COVID »** à voir et revoir sur YouTube en complément de son compte rendu écrit.



Parmi les outils déployés par nos partenaires :

- le **portail Découvrir le monde** recensant de nombreux dispositifs et témoignages,
- Le **guide du F3E « Evaluer l'impact** d'un projet de mobilité internationale de jeunes en volontariat, dans l'action extérieure des collectivités territoriales ».

QUELQUES EXEMPLES DE PROJETS

1. *Le projet d'implication des jeunes dans la politique européenne de l'Oise*

- Projet s'adossant au **Conseil départemental des jeunes** existant depuis 2005
- **79 collégiens élus** pour 3 ans ont décidé de travailler sur l'Europe
- Le département a saisi cette opportunité pour redynamiser son jumelage
- développement d'une **mobilité croisée des jeunes** de l'Oise et de Basse-Bavière
- co-construction de projets franco-allemands en lien avec les thématiques des commissions d'élus du conseil des jeunes (sport, environnement, culture ...).



QUELQUES EXEMPLES DE PROJETS

2. L'échange de services civiques en réciprocité de la Région Centre-Val de Loire

- Création d'une **plateforme régionale de la mobilité des jeunes**, portée par la Ligue de l'enseignement et le RRMA
- Association de **collectivités de la région**, avec leurs autorités locales partenaires
- **8 jeunes du Centre envoyés** dans les territoires partenaires
- **9 volontaires accueillis** en Centre-Val de Loire
- **Des outils** créés pour améliorer la qualité et l'attractivité des échanges de jeunes
- Le projet a généré une dynamique collective d'engagement du territoire autour de la jeunesse et de l'international aussi bien en France qu'à l'étranger.

QUELQUES EXEMPLES DE PROJETS

3. Le projet de renforcement de la formation professionnelle agricole de la Région Nouvelle-Aquitaine

- Appui à la structuration du **centre régional de formation agricole** à Madagascar
- Mise en place d'un **volontaire de solidarité internationale** pour appuyer la région Itasy dans la mise en œuvre d'une politique de l'emploi et de la formation
- Mobilité collective de **10 apprentis** des Pyrénées Atlantiques vers Madagascar
- Mobilisation de **4 jeunes en SC** pour valoriser les produits locaux et trouver des débouchés pour les coopératives agricoles
- Mobilité de **36 jeunes de centres de formation** entre La Réunion et Itasy
- Le projet a enrichi le cursus des jeunes, augmenté leur employabilité et contribué à la mise en place de politiques régionales en matière de formation et d'agriculture



**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

MERCI DE VOTRE ATTENTION

Marie.rodriguez@diplomatie.gouv.fr

www.diplomatie.gouv.fr/cncd

@CNCD_Fr

CNCD_Fr



commission
nationale de la
coopération
décentralisée